



Communiqué de presse

Grève le 14 mars 2019 à l'appel de l'intersyndicale du 65

LE GOUVERNEMENT S'APPRÊTE À DÉMEMBRER LA DGFIP

- Fusion des SIP, SIE, SPF...
- Extension des agences comptables et réduction sans précédent du réseau des trésoreries
- Pôle unique de contrôle fiscal
- Une agence de recouvrement fiscal et social
- Transfert de la mission topographique (CDIF) à l'IGN
- Généralisation de l'accueil sur rendez vous et transfert aux « Maisons de Services Au Public »
- Suppressions massives de postes

UNE BOMBE CONTRE NOS STATUTS (FONCTION PUBLIQUE)

- Recours accru aux contractuels (CDD, CDI...)
- Rupture conventionnelle possible pour les fonctionnaires (direction => Pôle Emploi)
- Mobilité des fonctionnaires de l'État (géographique et fonctionnelle)
- Détachement d'office pour suivre une mission externe (dans une autre fonction publique ou dans le privé) sans recours en CAP, sans garantie de retour sur l'emploi occupé, sans garantie de maintien de salaire (application du RIFSEEP).

Après de très nombreuses actions menées sur tout le territoire les organisations syndicales nationales de la DGFIP appellent à un temps fort le 14 mars 2019.

Localement, ces dernières appellent les agents à la grève et à la manifestation régionale à Toulouse le jeudi 14 mars 2019.



Depuis le 10 décembre 2018 et la publication d'une note DGFIP qui devait rester secrète, il n'y a plus de place pour le doute : de géographie revisitée en suppressions d'emplois, à un niveau inconnu jusqu'alors, **c'est bel et bien LA DESTRUCTION DE LA DGFIP et des droits des agents qui est en marche à court terme !**

Agences comptables, disparition programmée des SIP, services départementaux (SPF, SIE), quasi-disparition des trésoreries au profit de Maisons de Service Au Public avec mise à disposition d'agents de la DGFIP et développement à grande échelle du télétravail..... avec des salaires et des avancements toujours bloqués.

A cela s'ajoute le projet de Loi Fonction Publique qui ouvre en grand les vannes de la privatisation, de la contractualisation, de la mobilité forcée et des licenciements déguisés par la voie de la rupture conventionnelle.

Le gouvernement et son serviteur Bruno Parent veulent aller vite, très vite..... Et on sait ce que vaut le dialogue social à la sauce Macron-Darmanin : **un leurre pur et simple.**

Toute la Fonction Publique et la DGFIP en particulier sont dans le viseur.

Une fois la fumisterie du Grand Débat National achevée, il s'agira en effet de mettre agents publics et usagers devant le fait accompli en reproduisant ce qui avait été fait pour le droit du travail : **procédure accélérée pour l'examen de la loi et un arsenal de 11 ordonnances à venir** pour passer à la déchiqueteuse, et en quelques mois, les conquêtes et les garanties depuis 1946.

Car c'est bien de cela dont il s'agit :

CASSER LA DGFIP, CASSER LA FONCTION PUBLIQUE et le STATUT ! (voir au verso)

Les agents de tous grades n'ont rien à attendre de la haute hiérarchie dirigeante qui ne bougera pas le petit doigt (vu qu'il a vocation à rester sur la couture du pantalon) agissant ainsi telle des gardes chiourmes de l'agenda néolibéral.

**NOTRE AVENIR SERA CE QUE NOUS EN FERONS.
AGISSONS DANS L'UNITE ET SANS ATTENDRE.**

Imposons par notre mobilisation :

**Le RETRAIT du plan destructeur du 10 décembre pour la DGFIP !
Le RETRAIT du projet de loi Fonction Publique !**

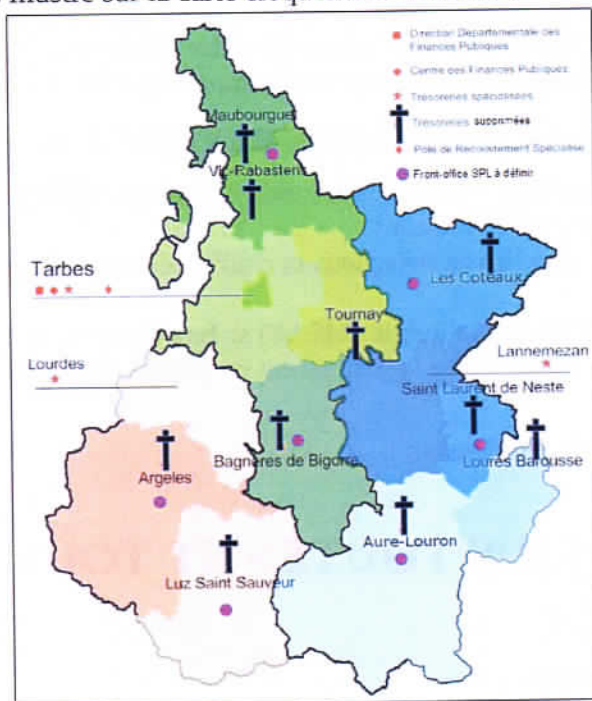
**AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES
des HAUTES-PYRENEES**

**TOUTES ET TOUS EN GREVE JEUDI 14 MARS
TOUTES et TOUS à la MANIFESTATION
REGIONALE à TOULOUSE.**



La Géographie Revisitée, qu'est-ce que c'est ?!?

Si notre directeur refuse de communiquer aux organisations syndicales la moindre information sur ce projet qui nous concerne tous, au nom d'une loyauté sans faille, faisant abstraction du stress et des inquiétudes des agents, il s'est montré plus disert avec l'association des comptables Publics 65 sur le projet de géographie revisitée pour la DDFiP 65. Nous l'avons illustré sur la carte éloquent ci-dessous :



Fermeture de toutes les trésoreries remplacées par 3 back-offices sur les 3 communes où la DGFIP conserverait une implantation.
La présence de « x » conseillers en front-office pour les décideurs locaux et des permanences en MSAP.

Passage à 1 SIE et 1 SIP (Tarbes) n'atteignant pas, chacun, la taille de 50 agents.

Extrait de l'audience du 28/01/2019
avec l'ACP65 :

• Combien de postes comptables SPI envisagez-vous pour le département ?

Vu la taille en effectifs du département, peu, mais sans vision sur les suppressions d'emplois à venir, il est difficile de répondre ; en tout état de cause, à priori, une trésorerie hospitalière, la paie, et un, voire deux, « gros » back office ?

1 SDIF amputé de sa mission topographique.

1 seul SPF-E fusionné, avec la perspective de l'ouverture du fichier aux notaires.

A ce stade, il n'est pas encore prévu de fusionner les services de direction avec le Gers !

*La géographie revisitée a pour objectif «affiché» d'améliorer notre implantation sur le territoire. Comment le D.G. y répond-il ? Des agent.es assureront des permanences dans des mairies et des maisons de services au public. Cette « itinérance » nous rendrait donc « présents » mais plus de façon permanente ... **On croit rêver !!!***

Si nous sommes dans l'erreur Monsieur le Directeur, n'hésitez pas à démentir ce projet...



USAGERS ET AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES : MÊME COMBAT !



Montreuil, le 11/3/2019

Vous avez besoin d'être reçus par des agents des Finances Publiques ?

Bientôt ce ne sera plus possible, ou dans des conditions inacceptables !

Emmanuel Macron et son gouvernement (Gérald Darmanin, ministre de l'Action et de comptes publics à la manœuvre), avec la complicité de notre directeur général, ont décidé de mettre en œuvre un plan supprimant la quasi-totalité des centres des Finances Publiques, toutes les trésoreries rurales et de proximité (après que 45% d'entre elles aient déjà été supprimées en 20 ans). Pour quel avenir en matière d'accueil ? :

Priorité absolue est donnée aux contacts par internet ou par des plateformes téléphoniques. Si votre situation fiscale est complexe, si vous n'êtes pas familiarisés avec internet, que vous ne disposez pas de connexion, si votre situation nécessite une réception physique par un agent, il ne vous restera plus que l'accueil sur rendez-vous et quelques « points d'impacts ». Le hic étant que ces « points d'impacts » seront, soit concentrés sur quelques bassins géographiques, soit tenus par des personnels autres que « Finances Publiques » avec une technicité moindre.

Vous avez besoin d'écoles, d'hôpitaux, d'EHPAD, d'infrastructures territoriales... ?

Sans financement à travers l'impôt, tout sera payant, ou au centuple !

Il faut en finir avec les cadeaux fiscaux qui profitent aux entreprises sans contrepartie sociale, et aux plus riches. Mais ce gouvernement accentue la dérive :

- Crédit Impôt Compétitivité Emploi transformé en allègement de cotisations d'assurance maladie : 20,4 milliards d'euros (cumulés au CICE au titre de 2018)
- Réforme de l'Impôt sur les Sociétés : 1 milliard d'euros par an
- Transformation de l'Impôt Sur la Fortune en Impôt sur la Fortune Immobilière : 3,5 milliards d'euros par an
- Taxation unique des revenus du capital à 30 % : 1,9 milliard d'euros par an

Et la liste est loin d'être exhaustive...

Il faut pouvoir lutter efficacement contre la fraude et l'évasion fiscales :

En France, l'évasion fiscale est estimée à 50 milliards d'euros par an, la fraude fiscale atteint les 100 milliards. Mais les examens de la situation fiscale des personnes sont passés de 4 166 en 2008 à 3 613 en 2017 et la probabilité pour une entreprise de se faire contrôler en matière de TVA est passée d'une fois tous les 84 ans en 2008 à tous les 130 ans en 2019 (pour une fraude à la TVA estimée à 17 milliards par an).

Plus on supprime des emplois aux Finances Publiques (40 000 emplois supprimés en vingt ans, suivis de 18 000 à 25 000 d'ici 2022), mieux la fraude fiscale se porte !

Le gouvernement doit abandonner son plan de suppression des implantations des Finances Publiques !

Il faut stopper les suppressions d'emplois et donner les moyens aux Finances Publiques d'exercer correctement leurs missions de Service public !



SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES : Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex

www.financespubliques.cgt.fr ✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgfp.finances.gouv.fr ✉ dgfp@cgt.fr ☎ : 01.55.82.80.80 - 📠 : 01.48.70.71.63

Suivez-nous sur facebook ou twitter : 🐦 : @cgt.finpnb (Syndicat National cgt finances publiques) 🐦 : @cgt_finpnb (CGTFinancesPubliques)



Montreuil, le 5/3/2019

Dans le cadre de l'appel intersyndical DGFIP



RÉUSSISSIONS MASSIVEMENT LA GRÈVE NATIONALE DU 14 MARS ET HAUSSEONS PARTOUT LE RAPPORT DE FORCE

Contraignons le ministre et le DG à stopper la destruction de notre administration

Depuis près d'un mois des mouvements de grèves et des actions secouent la DGFIP dans une cinquantaine de départements : grèves tournantes, blocages de site, grèves reconductibles. La colère monte !

- ✓ 14 mars : toutes et tous en grève à la DGFIP et en manifestations régionales !
- ✓ 19 mars : public et privé, grèves et manifestations interprofessionnelles pour les salaires et contre la casse sociale !
- ✓ 28 mars : à la veille du comité technique de réseau, toutes et tous en grève et en manifestation nationale DGFIP !

14, 19, 28 mars ne doivent pas être des journées isolées : sur l'ensemble du territoire réunissons-nous en Assemblées Générales pour décider de la reconduction de la grève et des blocages tous azimuts !

Généralisons les blocages et inscrivons la grève dans la durée

Des projets départementaux fuitent et révèlent une explosion des structures, des suppressions massives de sites, de services et d'emplois comme jamais vu. L'étalement pourrait être 1 trésorerie par EPCI et 1 trésorerie par groupement hospitalier, soit 1 millier de fermetures en 3 ans, plus celles liées aux agences comptables, 1 à 2 SIP et SIE par département, 1 SPF départemental. Mais tous les services seront touchés par le travail à distance, les regroupements de services, les relocalisations dans quelques « bassins » péri-urbains et par la fin de l'accueil, hormis pour quelques « points de contacts » pas obligatoirement DGFIP (comme avec les maisons de services au public). Demain, qui travaillera où et dans quel cadre administratif ? Aucune certitude...

Le démembrement de la DGFIP doit être stoppé !

Le démembrement de la DGFIP est engagé : extension des agences comptables, réflexions pour une agence du recouvrement fiscal et social, une agence du contrôle des entreprises, volonté de transférer la mission topographique à l'IGN, maisons de services au public à la place de nos accueils, tout internet plutôt que l'accueil physique, travail à distance, etc. Le dépeçage est en marche...



SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES : Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex

www.financespubliques.cgt.fr ✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgfip.finances.gouv.fr ✉ dgfip@cgt.fr ☎ : 01.55.82.80.80 - 📠 : 01.48.70.71.63

Suivez-nous sur facebook ou twitter : 📺 : @cgt.finpnb (Syndicat National cgt finances publiques) 📺 : @cgt_finpnb (CGTFinancesPubliques)